

Réponse de France renouvelables à la Consultation publique du 11 décembre 2025 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

[Lien vers la note technique de la consultation de la CRE](#)

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

France renouvelable partage l'objectif recherché par la CRE concernant les demandes issues de la mise à jour de la cartographie de RTE le 9 octobre 2025.

Néanmoins, lors de la consultation de RTE de septembre 2025 sur les gabarits pour les installations de stockage, France renouvelables avait demandé que les modalités de traitement des demandes de raccordement soient clarifiées en amont de la mise à jour de Cartostock, notamment que soient connues :

- Les règles exactes et applicables pour la gestion des demandes concurrentes, les critères d'obtention de la priorité à la demande et à l'acceptation de la PTF,
- Les conditions de traitement de l'envoi d'une PTF caduque, et les délais de caducité des PTF,
- La méthodologie d'établissement des zones.

Nous regrettons que la procédure figée suite à la précédente consultation de RTE ne soit toujours pas compatible avec la publication d'une telle cartographie de capacité, ce qui conduit à modifier les règles *a posteriori*, et engendre ainsi de fortes incertitudes pour les développeurs de projets.

Concernant les futures mises à jour de la cartographie similaire à celle du 9 octobre 2025, nous nous interrogeons sur la pertinence ainsi que le possible contournement de la méthode présentée par la CRE dans cette consultation. **Un cadre de raccordement apaisé doit être restauré au plus vite et avant toute nouvelle mise à jour de Cartotock.**

Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Le processus envisagé engendrera une nouvelle incertitude pour les porteurs de projets, d'autant plus qu'ils devront classer leurs demandes par ordre de préférence sans disposer des informations suffisantes pour pouvoir le faire en connaissance de cause.

L'état de la file d'attente et les modalités de gestion des dossiers doivent être connus en amont de l'établissement de ce classement.

Quelles qu'elles soient, ces évolutions **doivent être appliquées exclusivement aux projets de stockage.**

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Le pourcentage de PTF semble être un critère cohérent pour répondre à l'objectif recherché par la CRE, c'est-à-dire de ne pas concentrer le risque sur un nombre trop faible d'acteurs.

Néanmoins, la valeur de 20% semble arbitraire, et ce critère ne permet pas d'objectiver réellement la maturité des projets ni de déterminer s'ils ont réellement plus de probabilité d'aboutir que d'autres.

Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Non, France renouvelables ne considère pas préférable de limiter la puissance plutôt que le nombre de projets / PTF.

Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

France renouvelables préconise d'augmenter ce délai à trois jours.

Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençage de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

Afin de mesurer la réelle maturité d'un projet et ainsi répondre de manière pérenne à la problématique soulevée par cette consultation, **une preuve de maîtrise foncière plus contraignante qu'une attestation sur l'honneur devrait être demandée, et dans un second temps que temps les règles de maintien en file d'attente d'ores et déjà effectives dans la DTR soient davantage appliquées.**

Une concertation au sein du CURTE devrait **ouvrir la possibilité d'instaurer des critères objectifs de recevabilité des demandes de raccordement.** Le critère de rapidité du dépôt ne doit plus être le facteur déterminant. Nous préconisons de retenir des critères de recevabilité des demandes de raccordement permettant d'apprécier la maturité d'un projet, telle qu'une réelle preuve de maîtrise foncière voire des garanties techniques et/ou bancaires à fournir par l'opérateur ;

Néanmoins, ceci ne réduira pas la spéculation foncière dans les territoires. Concernant les futures mises à jour de la cartographie similaire à celle du 9 octobre, la problématique de la réduction de la spéculation foncière et des sollicitations démesurées des acteurs locaux doit être au centre de la concertation et des objectifs recherchés.

Pour finir, il pourrait être étudié par la CRE ou par la DGEC l'éventualité de mettre en concurrence des capacités de raccordement dédiées au stockage via des AO comme cela a pu se faire dans certains pays européens.

Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

Le sujet du remboursement des avances pour études n'est pas abordé dans la consultation. Les conditions de remboursement des acomptes sont inadaptées dans ce cadre particulier et doivent selon nous être discutées et clarifiées, notamment en ce qui concerne le remboursement de l'acompte des PTF caduques.

La présente procédure n'explique pas la manière dont seront traités les postes interdépendants situés au sein d'une même zone à capacité limitée. Il serait souhaitable de décrire le séquençement de l'envoi des PTF concernées si les postes source concernés se font concurrence.

Il est spécifié page 6 du document de synthèse « *Le processus envisagé à ce stade par la CRE consisterait, pour les postes éligibles à une ORO à gabarit où des demandes concurrentes ont été déposées dans un délai de 24 heures à la suite d'une même publication par RTE, à ne pas envoyer plus de 20 % des PTF ...* ». Il nous semble important de retirer la mention du délai de 24h et d'indiquer que le processus s'applique à l'ensemble des demandes en cours d'instruction chez RTE et pour lesquelles un numéro de PTF a été attribué. En effet, certaines demandes ont pu être déposées dans un délai supérieur à 24 heures mais figurer malgré tout parmi les trois encore en lice (par exemple suite à des désistements).